

GUERRE ÉCONOMIQUE · INFLUENCE · IA · CÔTE D'IVOIRE

Recueil n°1 — Août 2026

Rapports de force : ce que REGARDS a suivi ce mois-ci

Neuf analyses sur la captation de valeur, les opérations d'influence et la souveraineté numérique qui traversent la Côte d'Ivoire.

REGARDS.

Sommaire

01 — Guerre économique

PND 2026-2030 : la Côte d'Ivoire peut-elle bâtir sa souveraineté avec du capital étranger ?

02 — Guerre économique

Cacao : la Côte d'Ivoire face à la captation de valeur par l'Occident

03 — Guerre économique

Orpaillage clandestin en Côte d'Ivoire : une guerre économique que la répression ne suffit pas à gagner

04 — Influence

Désinformation et ingérence : la Côte d'Ivoire sous surveillance informationnelle

05 — Influence

Influence russe en Côte d'Ivoire : ce que documentent les enquêtes, ce que répond Moscou

06 — Influence

Entre la CEDEAO et l'AES : quelle stratégie d'influence pour la Côte d'Ivoire ?

07 — Soft Power

Le soft power en Côte d'Ivoire : de Félix Houphouët-Boigny à Alassane Ouattara

08 — Soft Power

Tourisme, diplomatie, football : la Côte d'Ivoire assume son soft power comme un outil de pouvoir

09 — IA & souveraineté numérique

Souveraineté numérique ivoirienne : des datacenters, mais qui contrôle vraiment les données ?

Ce que ce premier recueil raconte

Neuf textes, un seul fil : dans chacun de ces dossiers, une ressource, un récit ou une donnée échappe en partie à la Côte d'Ivoire, et le pays cherche à en reprendre la maîtrise. Sur le cacao et l'orpaillage, c'est la valeur économique qui se capte ailleurs qu'à Abidjan. Sur la désinformation et l'influence russe, c'est le récit du pays qui se façonne depuis l'étranger. Sur la CEDEAO-AES et le soft power, c'est une position régionale à consolider sans jamais la revendiquer trop fort. Sur le PND 2026-2030 et la souveraineté numérique, c'est la question de savoir si les infrastructures construites aujourd'hui appartiennent vraiment, à terme, à ceux qui les ont financées.

Ce recueil n'a pas vocation à trancher ces questions — il les documente, les source, et les garde ouvertes. La plupart des articles qui suivent se terminent par une rubrique « Ce que REGARDS va suivre » : c'est là que ce travail continue, mois après mois.

PND 2026-2030 : la Côte d'Ivoire peut-elle bâtir sa souveraineté avec du capital étranger ?

Par REGARDS



Cent soixante-quinze milliards d'euros. C'est le montant que la Côte d'Ivoire s'apprête à mobiliser sur cinq ans à travers son quatrième Plan National de Développement, présenté cette année pour la période 2026-2030. Le chiffre est vertigineux, la méthode rodée — c'est le quatrième exercice du genre depuis 2012 — et l'ambition affichée est claire : faire passer le pays du statut de fournisseur de matières premières à celui de puissance industrielle regardée par ses pairs. Reste une question que les discours de lancement n'abordent jamais frontalement : un plan aussi tourné vers l'investissement privé étranger peut-il vraiment construire de la souveraineté, ou risque-t-il d'en déplacer simplement la forme ?

Six piliers, une architecture connue

Le PND 2026-2030 s'organise autour de six axes — paix et stabilité, modernisation agricole, investissement privé et champions nationaux, capital humain, infrastructures et transition écologique, gouvernance — déclinés en 22 domaines prioritaires. Les cibles chiffrées à l'horizon 2030 donnent la mesure de l'ambition : une croissance annuelle moyenne de 7,2 %, un PIB par habitant porté à 4 500 dollars, un taux

de pauvreté ramené sous les 20 %, et trois millions d'emplois créés dans un pays où plus de 70 % de la population a moins de 35 ans. Sur le financement, la répartition annoncée penche nettement du côté privé : environ 70 % des 175 milliards d'euros, contre 30 % de fonds publics.

C'est cette proportion qui mérite d'être suivie de près. Un plan financé aux deux tiers par du capital privé — largement étranger, la Côte d'Ivoire ne disposant pas d'une épargne domestique de cette ampleur — n'est pas un problème en soi. Mais il déplace le terrain de la vigilance : la question n'est plus seulement « combien investit-on » mais « qui investit, dans quelles conditions, et avec quel effet de levier ou de dépendance à la clé ».

La leçon du cacao, appliquée à l'échelle du pays

Sur le papier, le PND tire directement les leçons d'un problème que REGARDS a déjà documenté à propos du cacao : un pays qui produit sans transformer reste preneur de prix, jamais faiseur de prix. La réponse proposée ici est structurelle — sept grappes industrielles prioritaires (agroindustrie, chimie-plasturgie, matériaux de construction, pharmacie, textile, emballages, pièces automobiles), une clause d'« associé national » imposée dans les secteurs stratégiques, une extension du contenu local à l'ensemble des filières, et un fonds souverain dédié à l'émergence de champions nationaux. Sur le cacao et l'anacarde en particulier, l'objectif est de pousser la transformation locale bien au-delà des niveaux actuels plutôt que de continuer à exporter la matière brute.

C'est une inflexion cohérente avec ce que le pays cherche déjà à faire filière par filière. La question qui reste ouverte est celle de l'exécution : une clause d'associé national n'a de valeur que si elle est appliquée avec constance face à des investisseurs qui négocieront, projet par projet, pour l'assouplir.

Numérique et IA : une ambition à mettre à l'épreuve

Le volet numérique du plan mérite une attention particulière pour un blog qui suit aussi les enjeux de souveraineté technologique. Le PND prévoit une couverture intégrale du pays en internet haut débit d'ici 2030, la création de technopôles numériques et de FabLabs, une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle, et une généralisation du e-learning à hauteur de la moitié des cours dispensés. L'intention

est bonne : un pays qui digitalise son administration et forme sa jeunesse au numérique réduit sa dépendance aux prestataires extérieurs pour ses propres services publics.

Mais la souveraineté numérique ne se limite pas à l'accès ou à la formation — elle se joue aussi dans le choix des infrastructures sous-jacentes : quels fournisseurs de cloud, quels équipementiers télécoms, quels modèles d'intelligence artificielle seront réellement utilisés pour faire tourner cette administration digitalisée. Le résumé public du plan ne tranche pas cette question, ce qui n'a rien d'anormal à ce stade, mais c'est précisément le genre de détail qui, une fois les marchés attribués, dira si la Côte d'Ivoire a diversifié ses dépendances technologiques ou simplement changé de fournisseur unique.

Ce que REGARDS va suivre

Le plan lui-même reconnaît évoluer dans un contexte de « tensions géopolitiques » et de « perturbation des chaînes d'approvisionnement » — une lucidité qui tranche avec le ton habituellement promotionnel de ce type de document. Les leviers de résilience annoncés — diversification industrielle, intégration à la Zone de libre-échange continentale africaine, autonomie énergétique visant 5 757 mégawatts en 2030, souveraineté alimentaire ciblée sur le riz et la viande — vont dans le bon sens sur le papier. Leur valeur réelle se mesurera à l'exécution, pas à l'annonce.

C'est le rôle que REGARDS entend jouer sur ce dossier : ni relayer la communication gouvernementale telle quelle, ni la contester par principe, mais suivre, secteur par secteur, l'écart entre ce qui est annoncé et ce qui est effectivement livré. Une nouvelle série d'articles y sera consacrée, avec un point de suivi deux fois par mois — budgets exécutés, marchés attribués, textes réglementaires effectivement adoptés — pour donner aux lecteurs, citoyens comme autorités, une lecture indépendante de la progression réelle du plan.

SOURCES

- Ministère du Plan et du Développement — Résumé du Plan National de Développement 2026-2030
- Gouvernement de Côte d'Ivoire — PND 2026-2030 : 175 milliards d'euros pour bâtir l'avenir
- Agence Ivoirienne de Presse — PND 2026-2030 : une croissance économique moyenne de 7,2 % projetée
- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique — Consolidation et renforcement du développement : le PND 2026-2030 en préparation

Cacao : la Côte d'Ivoire face à la captation de valeur par l'Occident

Par REGARDS



La Côte d'Ivoire produit à elle seule près de la moitié du cacao mondial. Sur le papier, c'est une rente stratégique. Dans les faits, c'est plutôt l'illustration de ce que les économistes appellent la « malédiction des matières premières » : un pays qui produit l'essentiel d'un bien mondialisé, sans jamais vraiment peser sur le prix auquel il le vend. Et c'est bien là que se joue une forme de guerre économique, silencieuse celle-là : elle ne passe ni par des sanctions ni par des embargos, mais par le contrôle des marchés, des normes et de la transformation industrielle.

Un prix qui se fixe à Londres et New York, jamais à Abidjan

Les cours du cacao se déterminent sur les places boursières de Londres (ICE Futures Europe) et de New York, à des milliers de kilomètres des plantations de Divo, Soubré ou Daloa. Les producteurs ivoiriens subissent ces variations sans avoir de prise dessus : ni les grandes maisons de négoce, ni les fonds spéculatifs qui interviennent sur ces marchés ne sont ivoiriens. Le pays qui cultive n'est pas le pays qui fixe le prix. C'est, très concrètement, ce qu'on appelle une dépendance stratégique.

À cela s'ajoutent des difficultés bien réelles sur le terrain : des plantations vieillissantes dont la productivité décline, des coûts qui grimpent avec les nouvelles exigences environnementales et de traçabilité (le règlement européen sur la déforestation, notamment), et une contrebande transfrontalière qui continue de détourner une partie de la production vers les pays voisins.

Une chaîne de valeur inversée

L'Afrique produit environ 80 % du cacao mondial, mais n'en capte qu'une fraction minime de la valeur finale. Le chocolat vendu en rayon en Europe ou en Amérique du Nord tire l'essentiel de sa marge de la transformation, du conditionnement et de la marque — des étapes qui se déroulent très majoritairement hors du continent. C'est précisément ce déséquilibre que l'État ivoirien cherche désormais à corriger, en se positionnant non plus seulement comme producteur de matière première, mais comme acteur industriel.

La riposte : une offensive coordonnée avec le Ghana

En juin 2026, les présidents Alassane Ouattara et John Mahama ont franchi une étape supplémentaire en adoptant une déclaration commune destinée à consolider le leadership ivoiro-ghanéen sur le cacao mondial — les deux pays représentent à eux seuls plus de 60 % de la production planétaire. Cette initiative prolonge la Déclaration d'Abidjan de 2018 et prévoit une harmonisation des prix au niveau frontalier, un différentiel de revenu décent censé garantir une rémunération plancher aux producteurs, une norme africaine de durabilité du cacao (ARS 1000), et une volonté d'accélérer les échanges régionaux via la Zone de libre-échange continentale africaine.

Un rapport de force qui peut encore bouger

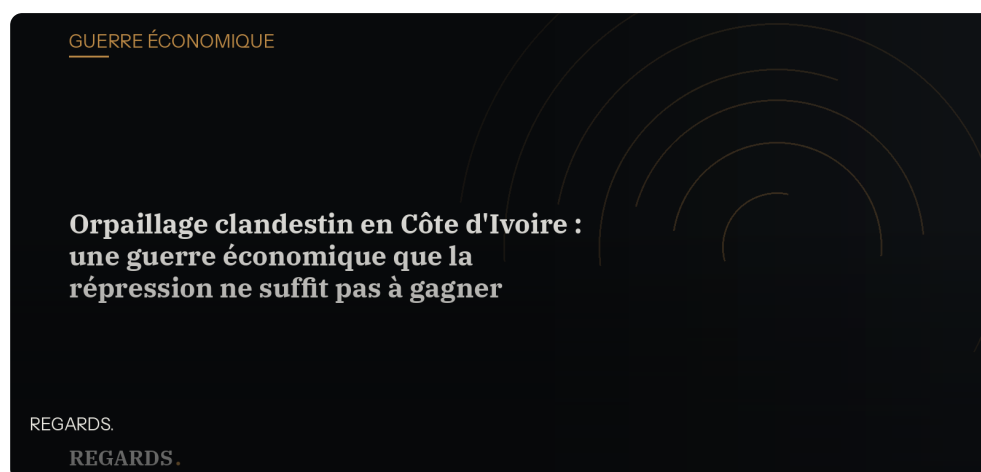
Tant que la Côte d'Ivoire exporte des fèves brutes, elle reste preneuse de prix. Mais chaque avancée vers la transformation locale, chaque norme africaine reconnue à l'international, chaque part de valeur ajoutée captée à Abidjan plutôt qu'à Amsterdam ou à Zurich, déplace un peu le rapport de force. Pour les autorités ivoiriennes, l'enjeu tient donc moins à produire davantage qu'à transformer davantage.

SOURCES

- Areion24 — Crise du cacao en Côte d'Ivoire : les enjeux de la souveraineté agricole (avril 2026)
- Koaci — Cacao, Ouattara et Mahama lancent l'offensive africaine pour reprendre le contrôle du marché mondial (juin 2026)
- Yessouan.ci — Cacao : Abidjan et Accra défendent une économie souveraine face aux marchés mondiaux
- Annuaire CI — Transformation du cacao : l'urgence industrielle de 2026

Orpillage clandestin en Côte d'Ivoire : une guerre économique que la répression ne suffit pas à gagner

Par REGARDS



Un chantier d'orpillage clandestin ne ressemble pas à un champ de bataille. Il n'y a ni uniforme ni front visible — seulement des trous creusés à la main dans la forêt, des motopompes qui tournent la nuit, et des hommes qui repartent avec quelques grammes d'or dans une poche. Et pourtant, une note d'évaluation stratégique du gouvernement ivoirien, datée de juillet 2026, avance un chiffre qui change la focale : environ 710 tonnes d'or auraient été extraites illégalement en Côte d'Ivoire entre 2021 et la mi-2026, pour une valeur estimée à 4 600 milliards de francs CFA. Ce que ces chiffres racontent, ce n'est pas un désordre local. C'est une guerre économique, au sens le plus littéral du terme.

Compétition, contestation, affrontement : où placer l'orpillage clandestin ?

Un conflit économique se lit généralement à travers trois degrés d'intensité croissante : la compétition, où des acteurs se disputent une ressource dans un cadre encore régulé ; la contestation, où une partie conteste ouvertement l'autorité qui prétend fixer les règles ; et l'affrontement, où le rapport de force devient direct, parfois violent.

L'orpaillage clandestin ivoirien a longtemps pu passer pour de la simple compétition économique. Les chiffres de 2026 racontent autre chose. Avec 1 600 sites recensés, des filières financières structurées et des complicités documentées jusque dans l'administration locale, ce phénomène a basculé dans la contestation.

Reste le palier de l'affrontement, le plus grave, celui d'un lien entre ces circuits et des groupes armés actifs le long de la frontière avec le Burkina Faso et le Mali. International Crisis Group, dans un rapport consacré spécifiquement au risque jihadiste dans le nord ivoirien, constate qu'« une étude récente n'a trouvé aucune preuve concrète de telles pratiques » spécifiquement en Côte d'Ivoire, tout en identifiant un mécanisme distinct et documenté : la présence de sites d'orpaillage crée une demande d'armes chez des creuseurs cherchant à se protéger de prédateurs criminels. L'orpaillage clandestin ivoirien se situe donc aujourd'hui fermement dans la contestation, avec un risque de bascule vers l'affrontement que les faits disponibles ne permettent pas encore d'établir.

Une chaîne qui remonte jusqu'à Dubaï

Suivre l'argent donne une idée plus juste de qui gagne réellement à ce jeu. Tout en haut de la chaîne, les financiers et les propriétaires de machines empochent l'essentiel des marges ; les creuseurs, eux, s'épuisent au fond des trous sans jamais vraiment s'enrichir. Sur les 4 474 personnes arrêtées depuis 2021, 65 % seraient de nationalité étrangère. L'or sorti clandestinement de la région de Bouna, par exemple, prend ensuite la route du Burkina Faso avant de rejoindre des marchés régionaux qui convergent, au bout du compte, vers des places comme Dubaï.

Le rapport de force que la répression seule ne renverse pas

Depuis cinq ans, le Groupement de sécurité contre l'orpaillage illégal (GS-LOI) mène une offensive répressive dont le bilan officiel impressionne sur le papier : plus de 8 500 sites démantelés, 4 474 personnes poursuivies. Mais à peine 136 kilogrammes d'or ont été effectivement saisis, soit un taux d'interception de 0,13 % de la production clandestine estimée, et le nombre de sites a plus que

doublé entre 2023 et 2026. C'est un cas d'école de rapport de force économique : on ne le renverse pas en ne s'attaquant qu'à son maillon le plus faible.

Ce que REGARDS va suivre

Le 27 février 2026 à Daoukro, plusieurs ministères ont lancé, avec l'appui financier de la CEDEAO, un projet de cartographie et de réhabilitation des terres dégradées par l'orpaillage clandestin. REGARDS suivra la mise en œuvre concrète de ce projet, l'évolution du taux d'interception du GS-LOI, et l'éventuelle publication de données plus robustes sur les liens entre orpaillage clandestin et groupes armés dans le nord du pays.

SOURCES

- Connection Ivoirienne — Orpaillage clandestin en Côte d'Ivoire : 4 600 milliards FCFA d'or échappent à l'État malgré cinq ans d'offensive
- KOACI — L'État perd environ 744 milliards par an à cause de l'extraction illégale d'or
- Agence Ecofin — Carte du pouvoir : à qui profite l'orpaillage illégal en Côte d'Ivoire ?
- International Crisis Group — Empêcher les jihadistes de pénétrer dans le nord de la Côte d'Ivoire
- KOACI — Lutte contre l'orpaillage clandestin : lancement officiel du projet de cartographie et de réhabilitation
- Abidjan.net — Charles Blé Goudé propose un ministère dédié à la lutte contre l'orpaillage clandestin

Désinformation et ingérence : la Côte d'Ivoire sous surveillance informationnelle

Par REGARDS



La guerre économique a un pendant plus discret, mais tout aussi structurant : la guerre informationnelle. Documents falsifiés, campagnes coordonnées sur les réseaux sociaux, récits de déstabilisation prêts à l'emploi. Depuis plusieurs années, la Côte d'Ivoire est la cible régulière de ce que les organisations spécialisées désignent sous l'acronyme FIMI (*Foreign Information Manipulation and Interference*).

Un cas d'école : les « documents fuités » de 2024, toujours cités aujourd'hui

L'un des exemples les plus documentés reste la diffusion, en septembre 2024, de deux documents présentés comme « fuités », qui prétendaient révéler un plan visant à déstabiliser la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria. Publiés sur X — plus de 36 000 vues en quelques jours — ces documents ont fini par être identifiés comme falsifiés : absence de tampons officiels, registre de langue qui ne correspondait pas aux usages diplomatiques. Le mécanisme, lui, reste d'actualité : produire un faux crédible, le faire circuler vite, et laisser le doute s'installer avant que le démenti n'ait le temps de rattraper la rumeur.

Une menace prise au sérieux par les institutions

International IDEA a publié une analyse spécifique de la manipulation de l'information visant le pays. La Côte d'Ivoire a par ailleurs signé un mémorandum d'entente avec les États-Unis pour lutter contre la manipulation de l'information par des acteurs étatiques étrangers — signe que la question est devenue un vrai sujet de sécurité nationale.

Pourquoi cela concerne directement les autorités

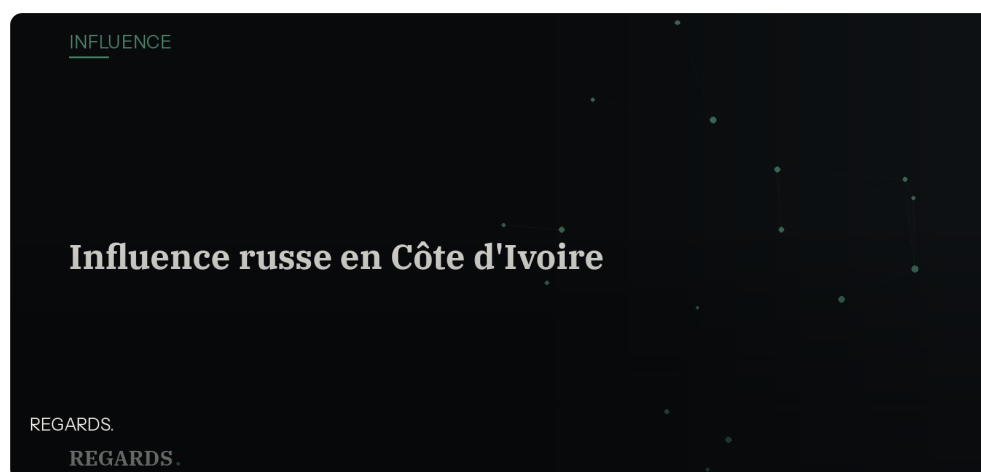
Une campagne de désinformation efficace ne cherche pas seulement à discréditer un gouvernement. Elle peut aussi servir à justifier des pressions économiques, décourager des investisseurs, ou fragiliser une position de négociation régionale. Guerre informationnelle et guerre économique se nourrissent l'une l'autre — d'où l'intérêt de les lire ensemble plutôt que séparément.

SOURCES

- Dubawa — Stratégie de désinformation contre la Côte d'Ivoire ?
- International IDEA — Analyse de la manipulation de l'information et de l'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) en Côte d'Ivoire
- AFRIK SOIR — L'OIDH arme les organisations de la société civile contre la désinformation
- U.S. Embassy in Côte d'Ivoire — Signing Ceremony for the MOU on Countering Foreign State Information Manipulation
- African Digital Democracy Observatory — La désinformation : une menace pour la Côte d'Ivoire

Influence russe en Côte d'Ivoire : ce que documentent les enquêtes, ce que répond Moscou

Par REGARDS



Le 26 janvier 2022, une page Facebook baptisée « Parti des Peuples Africains de Côte d'Ivoire » annonçait une rencontre entre l'ancien président Laurent Gbagbo et Vladimir Poutine, à Moscou. La rencontre n'a jamais eu lieu. Ces épisodes isolés prennent un tout autre relief depuis qu'une fuite de documents comptables russes a permis de reconstituer, en 2026, l'ampleur du dispositif dont ils faisaient partie.

Un système documenté, payé à l'article

Le consortium Forbidden Stories a mis la main sur 78 pages de tableaux comptables russes détaillant une mécanique simple : des intermédiaires fournissent à des médias d'Afrique de l'Ouest du contenu prêt à diffuser, rémunéré entre 250 et 700 dollars l'article. Sur la seule période juin-octobre 2024, environ 650 articles ont ainsi été identifiés dans 35 médias. Le chercheur Maxime Audinet, de l'Inalco, parle d'un système de « blanchiment de propagande ».

La Côte d'Ivoire, un terrain particulièrement actif

Selon le rapport de l'Atlantic Council, la Côte d'Ivoire abrite le troisième plus grand groupe d'administrateurs de campagnes pro-russes en ligne de la région. France 24 a documenté en mars 2026 un réseau baptisé « la Compagnie », spécialisé dans la diffusion de contenus anti-ukrainiens en Côte d'Ivoire.

Ce que répond la partie russe

Sollicitée par Forbidden Stories, la structure African Initiative a cessé de répondre aux messages du consortium. Le 7 juillet 2026 à Addis-Abeba, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a affirmé que la Russie soutenait « les efforts de nombreux amis africains pour atteindre la souveraineté nationale », sans revenir sur les faits documentés — déplaçant le débat sur le terrain de la souveraineté africaine face à l'Occident.

La réponse ivoirienne : des outils réels, une limite structurelle

Le Réseau des professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire a lancé Ivoirecheck, une plateforme de vérification des faits. Mais ces outils se heurtent à une limite que le gouvernement lui-même reconnaît : lorsque les auteurs opèrent depuis l'étranger, les procédures judiciaires butent sur l'absence de coopération avec les juridictions concernées.

SOURCES

- Forbidden Stories — Propaganda Machine: Russia's information offensive in the Sahel
- Ministère russe des Affaires étrangères — Déclaration de Sergueï Lavrov, Addis-Abeba, 7 juillet 2026
- Agence Ecofin — En Côte d'Ivoire aussi, des campagnes pro-russes tentent d'influencer l'opinion publique
- France 24 — Comment la « Compagnie », réseau d'influence russe, propage sa propagande anti-Ukraine en Côte d'Ivoire
- Afrik Soir — Désinformation et ingérence étrangère : un rapport sonne l'alerte en Côte d'Ivoire
- KOACI — Propagation de fausses informations : le gouvernement lance des procédures judiciaires

Entre la CEDEAO et l'AES : quelle stratégie d'influence pour la Côte d'Ivoire ?

Par REGARDS



Le 30 avril 2026, Alassane Ouattara recevait à Abidjan Lansana Kouyaté, négociateur en chef entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel. Au même moment, Bamako entrait dans sa deuxième semaine de blocus imposé par le JNIM, fragilisant l'axe commercial reliant le Mali à la Côte d'Ivoire. Ces deux événements résument la position ivoirienne : celle d'un pays dont l'économie dépend directement de la stabilité d'une région sur laquelle il n'a plus de prise diplomatique directe.

Une diplomatie qui choisit de ne pas se voir

« Pour soutenir quelqu'un, il faudrait déjà qu'il en fasse la demande », a résumé le porte-parole du gouvernement Amadou Coulibaly. Cette prudence recouvre un travail réel mais volontairement peu visible. La Côte d'Ivoire pèse aujourd'hui près de 40 % du PIB et des exportations de l'UEMOA — une domination qui a déjà produit des frictions politiques, d'où le choix d'agir en retrait plutôt qu'en avant-scène.

La locomotive et le corridor

Ce poids économique expose directement la Côte d'Ivoire aux secousses sahéliennes : le blocus du JNIM sur Bamako fragilise un axe logistique dont le pays est lui-même tributaire. La stabilité du Sahel n'est donc pas, pour Abidjan, un problème de solidarité régionale abstraite, mais d'approvisionnement et de flux commerciaux concrets.

Le marché comme levier d'influence

Le 3 mars 2026, le ministre Adama Dosso a présenté un programme en cinq axes pour approfondir le marché commun CEDEAO, avec des objectifs chiffrés : porter le commerce intra-CEDEAO à 10 % d'ici 2028, doubler les exportations manufacturières d'ici 2030. Un marché régional plus intégré constitue, pour les populations comme pour les élites sahéliennes, un argument plus durable qu'une pression diplomatique ou sécuritaire.

SOURCES

- Afrik Soir — Diplomatie CEDEAO–AES : Alassane Ouattara en soutien discret ?
- Présidence de la Côte d'Ivoire — Le Chef de l'État a eu un entretien avec le Négociateur en chef entre la CEDEAO et l'AES
- Sahel Watch — Panorama Afrique de l'Ouest : sécurité & AES (août 2026)
- KOACI — Sommet sur l'avenir de la CEDEAO : Abidjan trace la feuille de route
- Afrik.com — UEMOA 2026 : la Côte d'Ivoire, locomotive incontestée d'une zone en mutation
- Jeune Afrique — De la ligne dure au pragmatisme, pourquoi la CEDEAO change de stratégie avec l'AES
- Agence Ivoirienne de Presse — La CEDEAO privilégie le dialogue avec l'AES

Le soft power en Côte d'Ivoire : de Félix Houphouët-Boigny à Alassane Ouattara

Par REGARDS



Le soft power, concept développé par le politologue américain Joseph Nye, désigne l'influence qu'un pays exerce sans recourir à la force militaire ou économique, en s'appuyant plutôt sur son attrait culturel, idéologique et ses valeurs. La Côte d'Ivoire a connu plusieurs présidents qui ont exercé ce soft power de manières très différentes ; ce texte revient sur son déploiement sous Félix Houphouët-Boigny, puis sous Alassane Ouattara.

Le soft power sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny (1960-1993)

Premier président de la Côte d'Ivoire, il a dirigé le pays pendant 33 ans et reste considéré comme le père fondateur de la nation. Son soft power reposait sur une politique de « paix, dialogue, prospérité et hospitalité ». Il a favorisé une diplomatie pacifique, cofondé l'Organisation de l'unité africaine, et créé le prix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, décerné chaque année par l'UNESCO. Le taux de scolarisation, de 15 % en 1960, dépassait déjà 50 % en 1980 grâce à un vaste plan de construction d'écoles. Sur le plan culturel, il a créé le Ballet national dès 1948 et le Festival des arts et de la culture en 1966, qui a rassemblé plus de 20 000 artistes africains à Lagos.

Le soft power sous la présidence d'Alassane Ouattara (2010-2023)

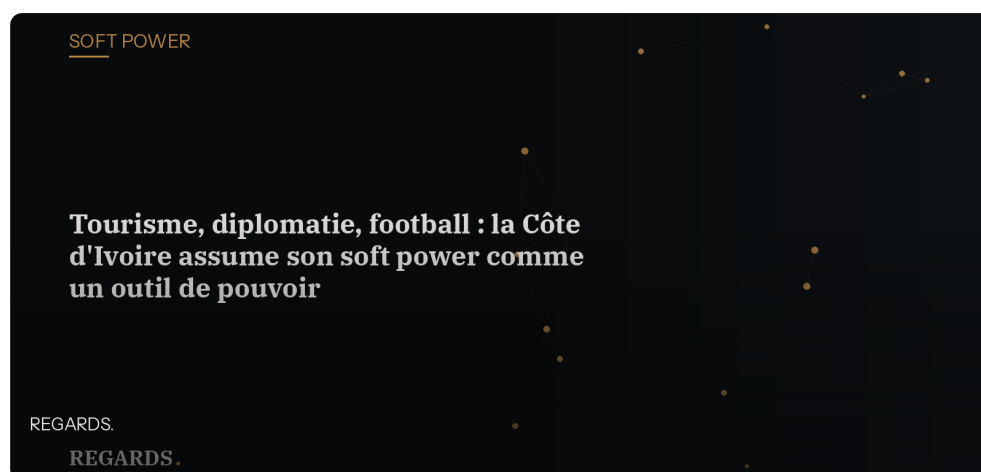
Élu en 2010 après une période de troubles politiques, Alassane Ouattara a appuyé son soft power personnel sur son parcours d'économiste international, au FMI puis à la BCEAO. Il a poursuivi la politique d'influence engagée par son prédécesseur en la réorientant vers la promotion active de l'investissement étranger, avec l'appui culturel du groupe Magic Système. Cinq stades ultramodernes ont été construits pour la CAN 2024, et Abidjan a organisé les 8^e Jeux de la Francophonie en 2017.

Ce que REGARDS va suivre dans cette nouvelle rubrique

Le soft power ivoirien reste largement construit autour de la culture, de l'éducation, du sport et de la diplomatie. Mais cette influence positive coexiste avec des offensives d'influence extérieures, parfois hostiles, que REGARDS documente par ailleurs. Les prochains numéros reviendront sur la manière dont la CAN 2024 a été utilisée comme vecteur d'image, et sur la capacité du pays à transformer son attractivité en levier réel de souveraineté.

Tourisme, diplomatie, football : la Côte d'Ivoire assume son soft power comme un outil de pouvoir

Par REGARDS



Le 21 juillet 2026, sur la tribune « Tout Savoir Sur » du Centre d'information et de communication gouvernementale, Christian Bohouman, directeur de la Communication au ministère du Tourisme, a dit une phrase que peu de responsables publics formulent aussi directement : le tourisme, en Côte d'Ivoire, « n'est pas seulement un secteur économique », c'est devenu « un instrument d'influence » et « un vecteur du rayonnement international ».

Un ministère refait pour porter le rayonnement

Le 23 janvier 2026, Nialé Kaba a pris la tête du ministère des Affaires étrangères. Parmi les priorités affichées pour 2026-2030 figurent en tête le « rayonnement international accru » et l'intégration africaine.

Le tourisme comme réseau d'influence, pas comme vitrine

Le ministère du Tourisme a ouvert onze bureaux dans des marchés prioritaires — Maroc, Afrique du Sud, Nigeria, France, Italie, Espagne, États-Unis, Canada, Brésil, Chine, Qatar. Le secteur pèse aujourd'hui

8,7 % du PIB ivoirien, et l'objectif est de hisser le pays parmi les cinq premières destinations touristiques du continent d'ici 2030.

Le football et la culture mobilisés pour le Mondial 2026

Le 26 mai 2026, la Fédération ivoirienne de football a signé avec ORUN un accord la désignant « partenaire culturel officiel » du dispositif préparatoire au Mondial 2026, prévoyant mise en avant de créateurs ivoiriens et initiatives ciblant la diaspora.

Une tournée diplomatique pour vendre le plan de développement

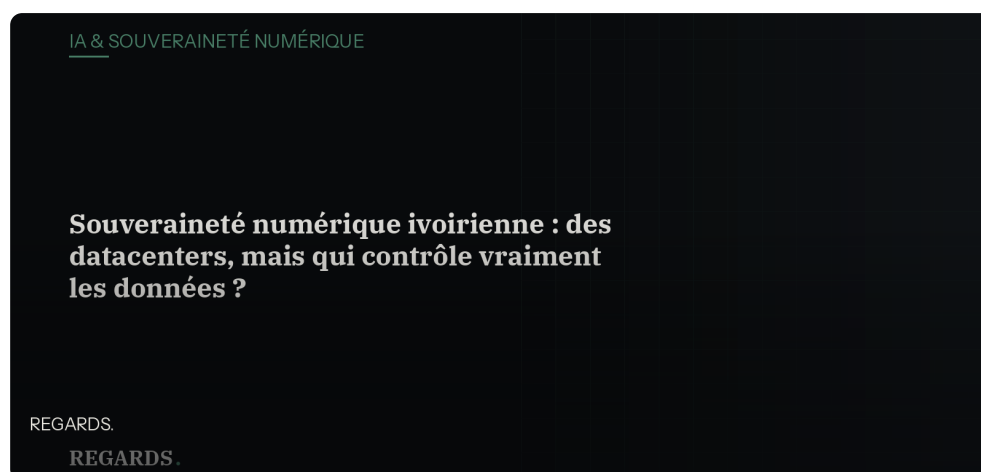
Une campagne diplomatique a été conduite dans plusieurs capitales — Washington, Brazzaville, Kigali, Bakou, Bruxelles — pour préparer le Groupe consultatif des 8 et 9 juillet à Abidjan, réunion où l'État est allé chercher le financement de son Plan national de développement 2026-2030.

Ce que REGARDS va suivre

Trois indicateurs : la fréquentation touristique réelle par rapport à l'objectif de top 5 africain fixé pour 2030, le niveau effectif de mobilisation privée et diasporale pour le financement du PND, et la manière dont le partenariat FIF-ORUN se traduira concrètement pendant le Mondial 2026.

Souveraineté numérique ivoirienne : des datacenters, mais qui contrôle vraiment les données ?

Par REGARDS



En février 2026, le ministre ivoirien de la Transition numérique s'est déplacé à Grand-Bassam pour visiter le datacenter de ST Digital — le premier déplacement de ce type dans l'histoire du pays selon l'entreprise. Le symbole est clair. La question qu'il soulève l'est moins : construire un bâtiment suffit-il à reprendre la main sur ses données ?

Une infrastructure qui sort de terre

Le pays compte aujourd'hui une dizaine de datacenters. En juin 2025, le gouvernement a signé un accord-cadre avec Raxio Data Centre, et un Datacenter national est en construction au VITIB à Abidjan — 36 milliards de francs CFA d'investissement, 800 baies serveurs, pensé pour héberger localement les données de l'État comme du secteur privé.

Le bâtiment ne suffit pas à garantir la clé

Le Cloud Act américain autorise les autorités fédérales des États-Unis à exiger de toute entreprise américaine la communication de données qu'elle gère, où que ces données se trouvent physiquement. Un cas cité

par ST Digital l'illustre : une banque camerounaise a reçu une demande de communication de données des autorités américaines alors que ces données n'étaient pas hébergées aux États-Unis. MainOne, qui opère un site en Côte d'Ivoire, a été racheté en 2022 par l'américain Equinix pour 320 millions de dollars — preuve qu'un datacenter présent à Abidjan peut changer de pavillon sans qu'un câble ne bouge. Selon l'Union africaine, 90 % des données produites sur le continent restent hébergées hors d'Afrique.

Un chantier juridique qui avance en parallèle

En mai 2026, Abidjan a accueilli la neuvième conférence du Réseau africain des autorités de protection des données personnelles (RAPDP), réunissant une trentaine de pays. C'est ce chantier réglementaire qui doit fixer les règles de qui a le droit d'accéder à quelles données ivoiriennes et dans quelles conditions.

Ce que REGARDS va suivre

L'avancement du Datacenter national du VITIB, la part réelle des données de l'administration qui migrera effectivement vers ces infrastructures locales, et les suites concrètes données à la conférence RAPDP de mai 2026.

À propos de ce recueil

Ce recueil rassemble les analyses publiées par REGARDS en août 2026. REGARDS est un espace d'analyse indépendant consacré à la guerre économique, à l'influence et aux enjeux d'intelligence artificielle qui concernent la Côte d'Ivoire — ni relais officiel, ni opposition. Chaque article part d'un fait vérifié avant d'être remis en perspective ; les sources sont citées en bas de chaque texte.

Retrouvez l'ensemble des analyses, mises à jour chaque semaine, sur blog.adamst.online.

DANS CE NUMÉRO

01 PND 2026-2030

02 Cacao

03 Orpaillage clandestin

04 Désinformation et ingérence

05 Influence russe en Côte d'Ivoire

06 CEDEAO et AES

07 Soft power : Houphouët-Boigny à Ouattara

08 Soft power : tourisme, diplomatie, football

09 Souveraineté numérique ivoirienne